



# Aide juridique du Québec

Commission des services juridiques

# Étude des crédits 2026-2027

---

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE



# DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

## OPPOSITION OFFICIELLE

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
	Questions non répondues	1
01	Sommes dépensées en 2025-2026 (et prévisions pour 2026-2027) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).	2
02	<p>Pour chacun des organismes, agences ou autres instances relevant du ministère pour l'année 2025-2026, indiquer :</p> <p>a. La liste des employés ou des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;</p> <p>b. La liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat; inclure leur rémunération;</p> <p>c. La liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat; inclure leur rémunération et leur cv;</p> <p>d. Leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.</p>	3
06	Copie du plan directeur informatique triennal; indiquer les réalisations en 2025-2026. Indiquer également les sommes avancées au ministère de la justice par le fonds de suppléance du conseil du trésor pour le développement des services de certification, et ce, pour assurer la sécurité des échanges électroniques impliquant le gouvernement, ses ministères et ses organismes.	5
09	<p>Liste de tous les comités interministériels, comités conjoints, comités-conseils, comités consultatifs, dont a fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres instances avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires en 2025-2026. Pour chaque comité, fournir une copie de tout document produit, et préciser :</p> <p>a. Le mandat;</p> <p>b. Les membres;</p> <p>c. Le budget;</p> <p>d. Le montant ventilé pour les frais de déplacements, de repas ou autres;</p> <p>e. Le nombre de rencontres effectuées en 2025-2026;</p> <p>f. Les résultats obtenus en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027.</p>	6
11	<p>Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2025-2026 :</p> <p>a. Le nom de toutes les campagnes;</p> <p>b. Les coûts de ces campagnes;</p> <p>c. Le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser;</p> <p>d. Les dates de diffusion de la campagne;</p> <p>e. Les objectifs visés par chaque campagne.</p>	8
12	<p>Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subvention, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2025-2026 :</p> <p>a. Le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention;</p> <p>b. Le nom du ou des organismes bénéficiaires;</p> <p>c. Le montant qui leur a été accordé.</p> <p>Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.</p>	9
32	Nombre de mandats accordés et refusés par l'aide juridique en 2025-2026, de même que la répartition de ceux-ci entre les avocats et notaires de la pratique privée et les avocats et notaires permanents de l'aide juridique.	10
33	Montant de la rémunération attribuée par tarif forfaitaire en matière criminelle et notariale et, par étape, en matière civile, en faisant la distinction entre les avocats et les notaires de la pratique privée et les avocats et les notaires permanents de l'aide juridique.	12
34	Nombre de professionnels et d'employés travaillant sur une révision des tarifs d'aide juridique.	13

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
35	État de situation du réseau de l'aide juridique au 31 mars 2026.	14
36	Pour 2025-2026, fournir : a. Nombre de mandats émis en vertu de l'article 4.3 de la loi sur l'aide juridique; b. Nombre de mandats émis en vertu de l'article 4.13 de la loi sur l'aide juridique ; c. Nombre de mandats émis en vertu du paragraphe 9 de l'article 4.7 de la loi sur l'aide juridique; d. Nombre de mandats émis en vertu du paragraphe 8 de l'article 4.7 de la loi sur l'aide juridique; e. Nombre de mandats refusés ou retirés en vertu de l'article 4.11 de la loi sur l'aide juridique.	15
37	Concernant les mandats pour les dossiers relatifs aux jeunes contrevenants en 2025-2026 : a. Nombre total de demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée; b. Nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus; c. Nombre de mandats émis à la pratique privée; d. Coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.	16
38	Concernant les mandats pour les dossiers d'immigration pour 2025-2026 : a. Nombre total des demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée; b. Nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus; c. Nombre de mandats émis à la pratique privée; d. Coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.	17
39	Concernant les mandats pour les dossiers relatifs au droit carcéral en 2025-2026 : a. Nombre total de demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée; b. Nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus; c. Nombre de mandats émis à la pratique privée; d. Coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.	19
40	Concernant les mandats pour les dossiers relatifs au droit criminel et pénal en 2025-2026 : a. Description détaillée de chacune des étapes du procès; b. Montants attribués et payés aux avocats de la pratique privés, pour chacune des corporations régionales; c. Nombre total de demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée; d. Nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus; e. Nombre de mandats émis à la pratique privée; f. Coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.	20
41	Concernant les mandats pour les dossiers relatifs au droit administratif en 2025-2026 : a. Nombre total de demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée; b. Nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus; c. Nombre de mandats émis à la pratique privée; d. Coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.	22
42	Concernant les mandats pour les dossiers relatifs au droit civil dont, notamment, les changements de nom, les successions, les services notariaux et la fixation de loyer par la régie du logement en 2025-2026 : a. Nombre total de demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée; b. Nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus; c. Nombre de mandats émis à la pratique privée; d. Coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.	23
43	Concernant les mandats pour les dossiers relatifs au droit matrimonial et familial en 2025-2026 : a. Nombre total de demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée; b. Nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus; c. Nombre de mandats émis à la pratique privée; d. Coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.	24

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
44	Coût total des frais judiciaires payés par le réseau d'aide juridique pour les bénéficiaires desservis par des avocats salariés ou par des avocats de pratique privée, par catégorie de frais en 2024-2025.	25
45	Coût total des frais d'expertise du réseau d'aide juridique, en faisant la distinction entre les avocats salariés et les avocats de pratique privée, pour chacune des régions, en faisant la distinction selon le type d'expertise.	26
46	Prévisions et scénarios de financement du réseau d'aide juridique pour l'année 2025-2026.	27
47	Ventilation détaillée de l'effectif, au 31 janvier 2026, pour la commission et pour chacun des bureaux régionaux.	28
48	Bilan des seuils d'admissibilité à l'aide juridique en vigueur en 2025-2026. Indiquer le nombre de demandes reçues et acceptées par région.	31
49	En 2025-2026, le nombre de demandeurs du programme d'aide juridique, jugés inadmissibles en raison de revenus trop élevés, liés à une pension alimentaire. Pour les demandeurs précédents, la valeur totale des pensions alimentaires et la somme que l'état a épargnée en les disqualifiant.	32
50	Liste des mandats accordés en 2025-2026 à des avocats de la pratique privée, à des professeurs de droit ou à des juges par le ministère de la justice et par tous les autres ministères et organismes du gouvernement. Préciser :  a. Le nom et l'adresse du professionnel; b. La description du mandat; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une prolongation; c. Le coût horaire et le coût total du mandat jusqu'à maintenant; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une dérogation quant au taux horaire applicable; d. Les prévisions des coûts pour 2026-2027 et pour l'ensemble du mandat confié; e. Le nom de l'étude, du cabinet ou de la société du professionnel, le cas échéant; f. Une comparaison du coût total de ces mandats avec les cinq dernières années financières précédentes, pour chaque ministère et organisme.	33
70	Évolution par mois des effectifs dans le nord (notamment juges, travailleurs parajudiciaires, interprètes et procureurs) et démarches pour les augmenter.	36

# demande initiale opposition officielle	Questions 2026-2027 non répondues	Motifs
DP1.14	Nombre de professionnels ou d'employés travaillant sur la réforme du droit de la famille.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
DP1.85	Produire le plan d'immobilisations (agrandissement et rénovation) pour chacun des Palais de justice et l'état d'avancement des projets prévus au plan québécois des infrastructures, qu'ils soient en réalisation, en planification ou à l'étude, incluant: a) l'échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet; b) l'estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts; c) liste et copie de tout étude (incluant les études d'opportunités et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisé ou commandé par le ministère à ce jour; d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis, s'il y a lieu; e) bilan des sommes investies pour chaque année financière en 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 83 de l'opposition officielle
DP1.95	Pour 2024-2025, fournir la liste des recours exercés par le Procureur général du Québec en vertu des articles 838 à 843 du Code de procédure civile (chapitre C-25) et/ou 532 à 535 du Code de procédure civile (chapitre c-25.01) contre un membre du conseil, un fonctionnaire ou un employé d'une municipalité ou d'un organisme supramunicipal qui est inhabile à exercer sa fonction. Indiquer les motifs des recours et les autres mesures prises par le gouvernement pour que les personnes visées par ces recours n'occupent plus leurs fonctions.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
DP1.96	Pour 2024-2025, liste des actions en déclaration d'inhabilité et des requêtes en quo warranto intentées par le Procureur général contre un élu municipal, un ancien élu municipal ou un candidat à un poste d'élu municipal. Indiquer les motifs des actions ou des requêtes, et les autres mesures prises par le gouvernement pour que les personnes visées par ces recours n'occupent plus leur fonction d'élu.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
DP1.97	Pour 2024-2025, la liste des requêtes en cassation ou en annulation d'un règlement du conseil ou d'un procès-verbal, rôle, résolution ou autres ordonnances du conseil ou du comité exécutif d'une municipalité ou d'un organisme supra municipal présentées par le procureur général du Québec. Indiquer les motifs des requêtes et les mesures prises par le gouvernement pour s'entendre avec les municipalités visées par ces requêtes.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
DP1.98	Pour 2024-2025, liste des requêtes demandant la confirmation judiciaire de la fin du mandat d'un membre d'un conseil municipal, présentées par le procureur général. Indiquer les motifs des requêtes et les autres mesures prises par le gouvernement pour que les personnes visées par ces requêtes n'occupent plus leur fonction d'élu.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
DP1.100	Pour 2024-2025, fournir la liste et l'état des principales causes pendantes en matière civile, criminelle et constitutionnelle devant la Cour d'appel du Québec et la Cour suprême du Canada impliquant le Procureur général du Québec.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
DP1.134	Concernant la SEPAQ, fournir la liste des montants des crédits dépensés en raison de condamnations des tribunaux et de frais juridiques ventilés par : a) les tribunaux (exemple : Tribunal administratif du travail), b) organismes publics impliqués (exemple : Sépaq), c) causes, d) accusations	Répondue par la Société des établissements de plein air du Québec

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers

Étude des crédits 2026-2027

Question **01**

Sommes dépensées en 2025-2026 (et prévisions pour 2026-2027) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

	2025-2026 (K\$)
<b>Logiciels et matériel</b>	313,8 K\$
<b>Services professionnels</b>	
• Interne	0 \$
• Externe	1,1 K\$
• CSPQ / ITQ	0 \$
<b>TOTAL</b>	<b>314,9 K\$</b>

Question **02**

Pour chacun des organismes, agences ou autres instances relevant du ministère pour l'année 2025-2026, indiquer :

- a. La liste des employés ou des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
- b. La liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat; inclure leur rémunération;
- c. La liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat; inclure leur rémunération et leur cv;
- d. Leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

**A. la liste des employés ou des membres du conseil d'administration**

- M<sup>e</sup> Daniel LaFrance (président)
- M<sup>e</sup> Nadine Koussa (vice-présidente)
- M<sup>e</sup> Simon Roy (commissaire)
- M<sup>e</sup> Amélie Binette (commissaire)
- M<sup>e</sup> Marie-Josée Héту (commissaire)
- M<sup>e</sup> Étienne Ruel (commissaire)
- M<sup>e</sup> Amélie Charlebois (commissaire)
- M<sup>e</sup> Joanie Lalonde-Piecharski (commissaire)
- M<sup>e</sup> André Allard (commissaire)
- M<sup>e</sup> Mélissa Beaulieu (commissaire)
- M<sup>e</sup> Sylvia Beatrix Schirm (commissaire)
- M<sup>e</sup> Alexandre Paul-Hus (commissaire)
- M<sup>me</sup> Caroline Saulnier (déléguée de la sous-ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale)
- M<sup>e</sup> Nathalie Jackson (déléguée du sous-ministre de la Justice)

**B. la liste des personnes qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération**

Prénom et nom	Titre	Dates du début	Dates de la fin	Rémunération

**C. la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur cv**

Prénom et nom	Titre	Dates du début	Dates de la fin	Rémunération
M <sup>e</sup> Alexandre Paul-Hus	Commissaire	19 novembre 2025	19 novembre 2028	0\$
M <sup>e</sup> André Allard	Commissaire	26 janvier 2026	26 janvier 2029	0\$

**D. leur frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation**

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers

Étude des crédits 2026-2027

Question **02**

Suite

Prénom et nom	Titre	Frais de voyage	Frais de repas	Frais de représentation
Me Daniel LaFrance	Président	503 \$	58 \$	0 \$
Me Nadine Koussa	Vice-présidente	1 672 \$	146 \$	833 \$
Me Isabelle Simard	Commissaire	0 \$	0 \$	0 \$
Me Simon Roy	Commissaire	0 \$	0 \$	0 \$
Me Amélie Binette	Commissaire	0 \$	0 \$	0 \$
Me Marie-Josée Héту	Commissaire	0 \$	0 \$	0 \$
Me Étienne Ruel	Commissaire	0 \$	0 \$	0 \$
Me Amélie Charlebois	Commissaire	0 \$	0 \$	0 \$
Me Joanie Lalonde-Piecharski	Commissaire	0 \$	0 \$	0 \$
Me Rachel Caissy	Commissaire	0 \$	0 \$	0 \$
Me Mélissa Beaulieu	Commissaire	0 \$	0 \$	0 \$
Me Sylvia Beatrix Schirm	Commissaire	0 \$	0 \$	0 \$
Me Alexandre Paul-Hus	Commissaire	0 \$	0 \$	0 \$
Mme Caroline Saulnier	Déléguée de la sous-ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale	0 \$	0 \$	0 \$
Me Marie-Catherine Paré	Déléguée du sous-ministre de la Justice	0 \$	0 \$	0 \$
	<b>Total</b>	<b><u>2 175 \$</u></b>	<b><u>204 \$</u></b>	<b><u>833 \$</u></b>

Question **06**

Copie du plan directeur informatique triennal; indiquer les réalisations en 2025-2026. Indiquer également les sommes avancées au ministère de la justice par le fonds de suppléance du conseil du trésor pour le développement des services de certification, et ce, pour assurer la sécurité des échanges électroniques impliquant le gouvernement, ses ministères et ses organismes.

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

Les réalisations 2025-2026

Mise à niveau des systèmes informatiques et de technologies de l'information

Ventilation des sommes allouées dans le réseau

2025-2026	
Régions	Montant
Abitibi-Témiscamingue	8 600 \$
Bas St-Laurent-Gaspésie	0 \$
Côte-Nord	0 \$
Estrie	10 420 \$
Laurentides-Lanaudière	0 \$
Mauricie-Centre-du-Québec	0 \$
Montréal	30 945 \$
Outaouais	0 \$
Québec	0 \$
Rive-Sud	0 \$
Saguenay-Lac St-Jean	5 \$
CSJ	43 992 \$
<b>Total</b>	<b>93 957 \$</b>

Sommes avancées en 2025-2026 par le fonds de suppléance du conseil du trésor : Aucune

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers

Étude des crédits 2026-2027

Question **09**

Liste de tous les comités interministériels, comités conjoints, comités-conseils, comités consultatifs, dont a fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres instances avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires en 2025-2026. Pour chaque comité, fournir une copie de tout document produit, et préciser :

- a. Le mandat;
- b. Les membres;
- c. Le budget;
- d. Le montant ventilé pour les frais de déplacements, de repas ou autres;
- e. Le nombre de rencontres effectuées en 2025-2026;
- f. Les résultats obtenus en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers

Étude des crédits 2026-2027

Question **09**

Suite

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

La Commission des services juridiques ne fait partie d'aucun comité doté d'un budget.

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2025-2026

Question **11**

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2025-2026 :

- a. Le nom de toutes les campagnes;
- b. Les coûts de ces campagnes;
- c. Le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser;
- d. Les dates de diffusion de la campagne;
- e. Les objectifs visés par chaque campagne.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Aucune

Nom de la campagne	Coûts	Nom de la firme	Diffusion	Objectif visé

Question 12

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subvention, le montant global attiré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2025-2026 :

- a. Le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention;
- b. Le nom du ou des organismes bénéficiaires;
- c. Le montant qui leur a été accordé.

Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Aucun

Question **32**

Nombre de mandats accordés et refusés par l'aide juridique en 2025-2026, de même que la répartition de ceux-ci entre les avocats et notaires de la pratique privée et les avocats et notaires permanents de l'aide juridique.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

1. Répartition des demandes selon qu'elles ont été acceptées ou refusées par région  
Du 1<sup>er</sup> avril 2025 au 31 décembre 2025 - volet contributif et volet gratuit

Régions	Total	Acceptées	%	Refusées	%	Non-Statuées	%
Abitibi-Témiscamingue	9 539	8 104	85.0%	755	7.9%	680	7.1%
Bas St-Laurent-Gaspésie	5 736	4 478	78.1%	887	15.5%	371	6.5%
Côte-Nord	3 698	2 821	76.3%	276	7.5%	601	16.3%
Estrie	9 882	8 788	88.9%	924	9.4%	170	1.7%
Laurentides-Lanaudière	21 482	17 300	80.5%	3 558	16.6%	624	2.9%
Mauricie-Centre-du-Québec	12 882	10 729	83.3%	1 836	14.3%	317	2.5%
Montréal	53 563	42 908	80.1%	8 226	15.4%	2 427	4.5%
Outaouais	10 512	8 649	82.3%	1 237	11.8%	626	6.0%
Québec	16 452	13 270	80.7%	2 240	13.6%	942	5.7%
Rive-Sud	23 013	19 231	83.6%	2 751	12.0%	1 031	4.5%
Saguenay-Lac St-Jean	6 366	5 988	94.1%	281	4.4%	97	1.5%
<b>Total</b>	<b>173 125</b>	<b>142 266</b>	<b>82.1%</b>	<b>22 973</b>	<b>13.3%</b>	<b>7 886</b>	<b>4.6%</b>

2. Répartition des demandes selon qu'elles ont été confiées à des avocats ou à des notaires par région  
Du 1<sup>er</sup> avril 2025 au 31 décembre 2025 - volet contributif et volet gratuit

Régions	Cas confiés à des avocats	%	Cas confiés à des notaires	%	Total des demandes acceptées
Abitibi-Témiscamingue	8 084	99.8%	20	0.2%	8 104
Bas St-Laurent-Gaspésie	4 476	100.0%	2	0.0%	4 478
Côte-Nord	2 819	99.9%	2	0.1%	2 821
Estrie	8 766	99.7%	22	0.3%	8 788
Laurentides-Lanaudière	12 295	100.0%	5	0.0%	17 300
Mauricie-Centre-du-Québec	10 697	99.7%	32	0.3%	10 729
Montréal	42 808	99.8%	100	0.2%	42 908
Outaouais	8 645	100.0%	4	0.0%	8 649
Québec	13 256	99.9%	14	0.1%	13 270
Rive-Sud	12 190	99.8%	41	0.2%	19 231
Saguenay-Lac St-Jean	5 985	99.9%	3	0.1%	5 988
<b>Total</b>	<b>142 021</b>	<b>99.8%</b>	<b>245</b>	<b>0.2%</b>	<b>142 266</b>

3. Répartition des demandes acceptées selon qu'elles ont été confiées à des avocats salariés ou à des avocats de la pratique privée par région  
Du 1<sup>er</sup> avril 2025 au 31 décembre 2025 - volet contributif et volet gratuit

Régions	Avocats salariés	%	Avocats de la pratique privée	%	Total des demandes acceptées
Abitibi-Témiscamingue	4 073	50.4%	4 011	49.6%	8 084
Bas St-Laurent-Gaspésie	2 464	55.0%	2 012	45.0%	4 476
Côte-Nord	1 764	62.6%	1 055	37.4%	2 819
Estrie	4 521	51.6%	4 245	48.4%	8 766
Laurentides-Lanaudière	7 480	43.2%	9 815	56.8%	17 295
Mauricie-Centre-du-Québec	5 227	48.9%	5 470	51.1%	10 697
Montréal	19 132	44.7%	23 676	55.3%	42 808
Outaouais	5 237	60.6%	3 408	39.4%	8 645
Québec	6 112	46.1%	7 144	53.9%	13 256
Rive-Sud	8 192	42.7%	10 998	57.3%	19 190
Saguenay-Lac St-Jean	3 205	53.6%	2 780	46.4%	5 985
<b>Total</b>	<b>67 407</b>	<b>47.5%</b>	<b>74 614</b>	<b>52.5%</b>	<b>142 021</b>

**4. Répartition des demandes refusées selon qu'elles auraient été confiées à des avocats ou à des notaires par région**

Du 1<sup>er</sup> avril 2025 au 31 décembre 2025 - volet contributif et volet gratuit

Régions	Refus Avocats	%	Refus Notaires	%	Total des demandes refusées
Abitibi-Témiscamingue	750	99.3%	5	0.7%	755
Bas St-Laurent-Gaspésie	883	99.5%	4	0.5%	887
Côte-Nord	275	99.6%	1	0.4%	276
Estrie	922	99.8%	2	0.2%	924
Laurentides-Lanaudière	3 553	99.9%	5	0.1%	3 558
Mauricie-Centre-du-Québec	1 815	98.8%	21	1.1%	1 836
Montréal	8 209	99.8%	19	0.2%	8 228
Outaouais	1 235	99.8%	2	0.2%	1 237
Québec	2 237	99.9%	3	0.1%	2 240
Rive-Sud	2 738	99.5%	13	0.5%	2 751
Saguenay-Lac St-Jean	281	100.0%	0	0.0%	281
<b>Total</b>	<b>22 898</b>	<b>99.7%</b>	<b>75</b>	<b>0.3%</b>	<b>22 973</b>

**5. Répartition des demandes refusées selon qu'elles auraient été confiées à des avocats salariés ou à des avocats de la pratique privée par région**

Du 1<sup>er</sup> avril 2025 au 31 décembre 2025 - volet contributif et volet gratuit

Régions	Refus Salariés	%	Refus Pratique privée	%	Total des demandes refusées
Abitibi-Témiscamingue	165	21.9%	590	78.1%	755
Bas St-Laurent-Gaspésie	364	41.0%	523	59.0%	887
Côte-Nord	146	52.9%	130	47.1%	276
Estrie	495	53.6%	429	46.4%	924
Laurentides-Lanaudière	1 163	32.7%	2 395	67.3%	3 558
Mauricie-Centre-du-Québec	988	53.8%	848	46.2%	1 836
Montréal	5 832	70.9%	2 396	29.1%	8 228
Outaouais	933	75.4%	304	24.6%	1 237
Québec	1 081	48.3%	1 159	51.7%	2 240
Rive-Sud	1 326	48.2%	1 425	51.8%	2 751
Saguenay-Lac St-Jean	146	52.0%	135	48.0%	281
<b>Total</b>	<b>12 639</b>	<b>55.0%</b>	<b>10 334</b>	<b>45.0%</b>	<b>22 973</b>

**6. Répartition des demandes non statuées selon qu'elles sont en attestation conditionnelle ou en suspens par région**

Du 1<sup>er</sup> avril 2025 au 31 décembre 2025 - volet contributif et volet gratuit

Régions	Attestations conditionnelles	%	En suspens	%	Total des demandes non statuées
Abitibi-Témiscamingue	10	1.5%	670	98.5%	680
Bas St-Laurent-Gaspésie	46	12.4%	325	87.6%	371
Côte-Nord	65	10.8%	536	89.2%	601
Estrie	27	15.9%	143	84.1%	170
Laurentides-Lanaudière	61	9.8%	563	90.2%	624
Mauricie-Centre-du-Québec	5	1.6%	312	98.4%	317
Montréal	1 065	43.9%	1 362	56.1%	2 427
Outaouais	12	1.9%	614	98.1%	626
Québec	438	46.5%	504	53.5%	942
Rive-Sud	241	23.4%	790	76.6%	1 031
Saguenay-Lac St-Jean	20	20.6%	77	79.4%	97
<b>Total</b>	<b>1 990</b>	<b>25.2%</b>	<b>5 896</b>	<b>74.8%</b>	<b>7 886</b>

Question **33**

Montant de la rémunération attribuée par tarif forfaitaire en matière criminelle et notariale et, par étape, en matière civile, en faisant la distinction entre les avocats et les notaires de la pratique privée et les avocats et les notaires permanents de l'aide juridique.

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

**Coût moyen par dossier en matière criminelle, civile et notariale:**

Le coût moyen d'un dossier en matière criminelle confié et payé aux avocats de la pratique privée pour la période du 1er avril 2025 au 31 décembre 2025 est de 1 182 \$, excluant les frais d'admissibilité et les autres frais d'administration de ces dossiers.

Le coût moyen d'un dossier en matière civile et administratif confié et payé aux avocats de la pratique privée pour la période du 1er avril 2025 au 31 décembre 2025 est de 685 \$, excluant les frais d'admissibilité et les autres frais d'administration de ces dossiers.

Le coût moyen d'un dossier en matière notariale confié et payé aux notaires de la pratique privée pour la période du 1er avril 2025 au 31 décembre 2025 est de 391 \$, excluant les frais d'admissibilité et les autres frais d'administration de ces dossiers.

Question **34**

Nombre de professionnels et d'employés travaillant sur une révision des tarifs d'aide juridique.

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

Aucune entente sur le renouvellement des tarifs n'est intervenue au cours de l'exercice 2025-2026.

Question **35**

État de situation du réseau de l'aide juridique au 31 mars 2026.

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

Au 31 janvier 2026, l'aide juridique a 104 bureaux dans 83 villes du Québec.

Question **36**

Pour 2025-2026, fournir :

- a. Nombre de mandats émis en vertu de l'article 4.3 de la loi sur l'aide juridique;
- b. Nombre de mandats émis en vertu de l'article 4.13 de la loi sur l'aide juridique ;
- c. Nombre de mandats émis en vertu du paragraphe 9 de l'article 4.7 de la loi sur l'aide juridique;
- d. Nombre de mandats émis en vertu du paragraphe 8 de l'article 4.7 de la loi sur l'aide juridique;
- e. Nombre de mandats refusés ou retirés en vertu de l'article 4.11 de la loi sur l'aide juridique.

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

- a) En 2025-2026, aucune demande a été transmise au comité administratif de la Commission par les directeurs généraux.
- b) Aucun mandat n'a été émis en vertu de l'article 4.13 de la Loi sur l'aide juridique pour la période du 1er avril 2025 au 31 décembre 2025.
- c) 8 693 mandats ont été émis en vertu du paragraphe 9 de l'article 4.7 de la Loi sur l'aide juridique pour la période de 9 mois du 1er avril 2025 au 31 décembre 2025.
- d) 9 673 mandats ont été émis en vertu du paragraphe 8 de l'article 4.7 de la Loi sur l'aide juridique pour la période de 9 mois du 1er avril 2025 au 31 décembre 2025.
- e) Le nombre de mandats refusés ou retirés en vertu de l'article 4.11 de la Loi sur l'aide juridique pour la période de 9 mois du 1er avril 2025 au 31 décembre 2025, est de 1 760.

Question **37**

Concernant les mandats pour les dossiers relatifs aux jeunes contrevenants en 2025-2026 :

- a. Nombre total de demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée;
- b. Nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus;
- c. Nombre de mandats émis à la pratique privée;
- d. Coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

a) **Total des demandes relatives aux jeunes contrevenants selon qu'elles ont été acceptées ou refusées par région**

**Du 1<sup>er</sup> avril 2025 au 31 décembre 2025 - volet contributif et volet gratuit**

Régions	Total	Acceptées	%	Refusées	%	Non-Statuées	%
Abitibi-Témiscamingue	336	319	94.9%	7	2.1%	10	3.0%
Bas St-Laurent-Gaspésie	198	173	87.4%	10	5.1%	15	7.6%
Côte-Nord	102	80	78.4%	5	4.9%	17	16.7%
Estrie	373	364	97.6%	4	1.1%	5	1.3%
Laurentides-Lanaudière	970	920	94.8%	37	3.8%	13	1.3%
Mauricie-Centre-du-Québec	491	466	94.9%	11	2.2%	14	2.9%
Montréal	2 047	2 018	98.6%	21	1.0%	8	0.4%
Outaouais	453	444	98.0%	6	1.3%	3	0.7%
Québec	679	661	97.3%	9	1.3%	9	1.3%
Rive-Sud	1 373	1 337	97.4%	16	1.2%	20	1.5%
Saguenay-Lac St-Jean	239	235	98.3%	0	0.0%	4	1.7%
<b>Total</b>	<b>7 261</b>	<b>7 017</b>	<b>96.7%</b>	<b>126</b>	<b>1.7%</b>	<b>118</b>	<b>1.6%</b>

b) **Répartition des motifs de refus pour les dossiers relatifs aux jeunes contrevenants**

**Du 1<sup>er</sup> avril 2025 au 31 décembre 2025 - volet contributif et volet gratuit**

Voir l'annexe intitulée "Motif de refus" ci-jointe.

c) **Répartition des demandes relatives aux jeunes contrevenants acceptées selon qu'elles ont été confiées à des avocats salariés ou à des avocats de la pratique privée par région**

**Du 1<sup>er</sup> avril 2025 au 31 décembre 2025 - volet contributif et volet gratuit**

Régions	Avocats salariés	%	Avocats de la pratique privée	%	Total des demandes acceptées
Abitibi-Témiscamingue	220	69.0%	99	31.0%	319
Bas St-Laurent-Gaspésie	102	59.0%	71	41.0%	173
Côte-Nord	66	82.5%	14	17.5%	80
Estrie	252	69.2%	112	30.8%	364
Laurentides-Lanaudière	470	51.1%	450	48.9%	920
Mauricie-Centre-du-Québec	230	49.4%	236	50.6%	466
Montréal	780	38.7%	1 238	61.3%	2 018
Outaouais	304	68.5%	140	31.5%	444
Québec	397	60.1%	264	39.9%	661
Rive-Sud	832	62.2%	505	37.8%	1 337
Saguenay-Lac St-Jean	152	64.7%	83	35.3%	235
<b>Total</b>	<b>3 805</b>	<b>54.2%</b>	<b>3 212</b>	<b>45.8%</b>	<b>7 017</b>

d) **Coût moyen**

Le coût moyen d'un dossier relatif aux jeunes contrevenants confié et payé aux avocats de la pratique privée pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2025 au 31 décembre 2025 est de 1 215 \$, excluant les frais d'admissibilité et les autres frais d'administration de ces dossiers.

Question **38**

Concernant les mandats pour les dossiers d'immigration pour 2025-2026 :

- a. Nombre total des demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée;
- b. Nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus;
- c. Nombre de mandats émis à la pratique privée;
- d. Coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

- a) **Total des demandes en immigration, incluant les réfugiés politiques selon qu'elles ont été acceptées ou refusées par région**

Du 1<sup>er</sup> avril 2025 au 31 décembre 2025 - volet contributif et volet gratuit

Régions	Total	Acceptées	%	Refusées	%	Non-Statuées	%
Abitibi-Témiscamingue	17	10	58.8%	5	29.4%	2	11.8%
Bas St-Laurent-Gaspésie	19	12	63.2%	6	31.6%	1	5.3%
Côte-Nord	7	4	57.1%	1	14.3%	2	28.6%
Estrie	32	27	84.4%	5	15.6%	0	0.0%
Laurentides-Lanaudière	14	6	42.9%	7	50.0%	1	7.1%
Mauricie-Centre -du-Québec	62	37	59.7%	23	37.1%	2	3.2%
Montréal	4 399	4 060	92.3%	319	7.3%	20	0.5%
Outaouais	119	96	80.7%	10	8.4%	13	10.9%
Québec	95	65	68.4%	18	18.9%	12	12.6%
Rive-Sud	50	34	68.0%	16	32.0%	0	0.0%
Saguenay-Lac St-Jean	6	6	100.0%	0	0.0%	0	0.0%
<b>Total</b>	<b>4 820</b>	<b>4 357</b>	<b>90.4%</b>	<b>410</b>	<b>8.5%</b>	<b>53</b>	<b>1.1%</b>

- b) **Répartition des motifs de refus pour les dossiers d'immigration (incluant réfugiés politiques)**  
Du 1<sup>er</sup> avril 2025 au 31 décembre 2025 - volet contributif et volet gratuit

Voir l'annexe intitulée "Motif de refus" ci-jointe.

- c) **Répartition des demandes en immigration acceptées selon qu'elles ont été confiées à des avocats salariés ou à des avocats de la pratique privée par région**

Du 1<sup>er</sup> avril 2025 au 31 décembre 2025 - volet contributif et volet gratuit

Régions	Avocats salariés	%	Avocats de la pratique privée	%	Total des demandes acceptées
Abitibi-Témiscamingue	4	40.0%	6	60.0%	10
Bas St-Laurent-Gaspésie	2	16.7%	10	83.3%	12
Côte-Nord	2	50.0%	2	50.0%	4
Estrie	10	37.0%	17	63.0%	27
Laurentides-Lanaudière	1	16.7%	5	83.3%	6
Mauricie-Centre -du-Québec	18	48.6%	19	51.4%	37
Montréal	1 572	38.7%	2 488	61.3%	4 060
Outaouais	10	10.4%	86	89.6%	96
Québec	5	7.7%	60	92.3%	65
Rive-Sud	5	14.7%	29	85.3%	34
Saguenay-Lac St-Jean	1	16.7%	5	83.3%	6
<b>Total</b>	<b>1 630</b>	<b>37.4%</b>	<b>2 727</b>	<b>62.6%</b>	<b>4 357</b>

- d) **Coût moyen**

Le coût moyen d'un dossier en immigration confié et payé aux avocats de la pratique privée pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2025 au 31 décembre 2025 est de 1 029 \$, excluant les frais d'admissibilité et les autres frais d'administration de ces dossiers.



## MOTIFS de REFUS

		<u>TOTAL</u> <u>REFUS</u>	<u>Refus</u> <u>de</u> <u>contribuer</u>	<u>Inadmiss.</u> <u>financière</u>	<u>Service</u> <u>nommé.</u> <u>exclu</u>	<u>Article 69</u>	<u>Service</u> <u>non</u> <u>couvert</u>	<u>Non-</u> <u>vraisembl.</u> <u>de droit</u>	<u>Peu de</u> <u>chance de</u> <u>succès</u>	<u>Application de l'article 4.11</u>				<u>Application de l'article 70</u>				
										<u>Coût</u> <u>déraison-</u> <u>nable</u>	<u>Impossible</u> <u>d'exécution</u>	<u>Refus</u> <u>règlement</u> <u>raisonn.</u>	<u>Autres</u> <u>serv.</u> <u>dispon.</u>	<u>Encontre</u> <u>loi sur</u> <u>A.J.</u>	<u>Dispos</u> <u>d'un</u> <u>bien</u>	<u>Refus de</u> <u>fournir</u> <u>renseign.</u>	<u>Renseign.</u> <u>faux ou</u> <u>inexact</u>	<u>Autre</u> <u>cas</u> <u>Art.70</u>
Civil et administratif		6,942	506	2,126	106	65	1,599	118	558	15	10	7	165	233	3	1,984	13	70
Familial		5,066	445	2,374	2	3	60	20	52	1	6	0	9	137	2	2,100	13	73
Protection de la jeunesse		1,172	136	362	0	0	5	1	3	0	1	0	2	77	0	581	10	25
Immigration		410	63	132	4	0	14	8	10	0	0	0	0	4	0	171	6	23
Homologation		129	2	6	0	0	6	2	3	0	7	1	0	17	0	28	0	7
<b>Civil</b>	59.7%	<b>13,719</b>	<b>1 152</b>	<b>5,000</b>	<b>112</b>	<b>68</b>	<b>1,684</b>	<b>149</b>	<b>626</b>	<b>16</b>	<b>24</b>	<b>8</b>	<b>176</b>	<b>468</b>	<b>5</b>	<b>4,864</b>	<b>42</b>	<b>198</b>
	100.0%		8,4%	36.4%	0.8%	0.5%	12.3%	1.1%	4.6%	0.1%	0,2%	0.1%	1.3%	3.4%	0.0%	35.5%	0.3%	1.4%
Carcéral		404	26	72	1	0	21	0	0	0	0	0	0	113	0	170	1	16
Criminel		2,120	127	560	7	0	48	1	2	0	1	0	4	56	1	1,323	10	28
Criminel/Jeunesse		126	4	17	1	0	7	1	0	0	0	0	11	0	86	1	1	
Criminel/Sommaire		5,727	286	1,386	14	0	293	8	3	0	0	0	4	118	1	3,718	16	67
Procédures et Divers		4	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	2
<b>Criminel</b>	36.5%	<b>8,381</b>	<b>444</b>	<b>2,035</b>	<b>23</b>	<b>0</b>	<b>369</b>	<b>10</b>	<b>5</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>8</b>	<b>299</b>	<b>2</b>	<b>5,297</b>	<b>28</b>	<b>114</b>
	100.0%		5,3%	24.3%	0.3%	0.0%	4.4%	0.1%	0.1%	0.0%	0,0%	0.0%	0.1%	3.6%	0.0%	63.2%	0.3%	1.4%
Notarial		75	6	12	0	0	31	0	0	0	0	0	0	7	0	20	0	2
<b>Notarial</b>	0.3%	<b>75</b>	<b>6</b>	<b>12</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>31</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>7</b>	<b>0</b>	<b>20</b>	<b>0</b>	<b>2</b>
	100.0%		8,0%	16.0%	0.0%	0.0%	41.3%	0.0%	0.0%	0.0%	0,0%	0.0%	0.0%	9.3%	0.0%	26.7%	0.0%	2.7%
Données Incomplètes		798	10	128	3	0	18	0	2	0	0	0	2	28	0	575	1	33
<b>Données incomplètes</b>	3.5%	<b>798</b>	<b>10</b>	<b>128</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>18</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>28</b>	<b>0</b>	<b>575</b>	<b>1</b>	<b>33</b>
	100.0%		1,3%	16.0%	0.4%	0.0%	2.3%	0.0%	0.3%	0.0%	0,0%	0.0%	0.3%	3.5%	0.0%	72.1%	0.1%	4.1%
<b>Grand Total</b>	100.0%	<b>22,973</b>	<b>1 612</b>	<b>7,175</b>	<b>138</b>	<b>68</b>	<b>2,102</b>	<b>159</b>	<b>633</b>	<b>16</b>	<b>25</b>	<b>8</b>	<b>186</b>	<b>802</b>	<b>7</b>	<b>10,756</b>	<b>71</b>	<b>347</b>
	100.0%		7,0%	31.2%	0.6%	0.3%	9.1%	0.7%	2.8%	0.1%	0,1%	0.0%	0.8%	3.5%	0.0%	46.8%	0.3%	1.5%

Question **39**

Concernant les mandats pour les dossiers relatifs au droit carcéral en 2025-2026 :

- a. Nombre total de demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée;
- b. Nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus;
- c. Nombre de mandats émis à la pratique privée;
- d. Coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

**a) Nombre total des demandes en droit carcéral selon qu'elles ont été acceptées ou refusées par région**

**Du 1<sup>er</sup> avril 2025 au 31 décembre 2025 - Volet contributif et volet gratuit**

Régions	Total	Acceptés	%	Refusées	%	Non-Statuées	%
Abitibi-Témiscamingue	177	162	91.5%	10	5.6%	5	2.8%
Bas St-Laurent-Gaspésie	157	140	89.2%	5	3.2%	12	7.6%
Côte-Nord	114	101	88.6%	2	1.8%	11	9.6%
Estrie	242	220	90.9%	21	8.7%	1	0.4%
Laurentides-Lanaudière	1 624	1 401	86.3%	134	8.3%	89	5.5%
Mauricie-Centre-du-Québec	613	557	90.9%	49	8.0%	7	1.1%
Montréal	1 658	1 547	93.3%	89	5.4%	22	1.3%
Outaouais	201	194	96.5%	6	3.0%	1	0.5%
Québec	669	576	86.1%	72	10.8%	21	3.1%
Rive-Sud	571	558	97.7%	12	2.1%	1	0.2%
Saguenay-Lac St-Jean	152	148	97.4%	4	2.6%	0	0.0%
<b>Total</b>	<b>6 178</b>	<b>5 604</b>	<b>90.7%</b>	<b>404</b>	<b>6.5%</b>	<b>170</b>	<b>2.8%</b>

**b) Répartition des motifs de refus en droit carcéral**

**Du 1<sup>er</sup> avril 2025 au 31 décembre 2025 - Volet contributif et volet gratuit**

Voir l'annexe intitulée "Motif de refus" ci-jointe.

**c) Répartition des demandes en droit carcéral acceptées selon qu'elles ont été confiées à des avocats salariés ou à des avocats de la pratique privée par région**

**Du 1<sup>er</sup> avril 2025 au 31 décembre 2025 - Volet contributif et volet gratuit**

Régions	Avocats salariés	%	Avocats de la pratique privée	%	Total des demandes acceptées
Abitibi-Témiscamingue	66	40.7%	96	59.3%	162
Bas St-Laurent-Gaspésie	6	4.3%	134	95.7%	140
Côte-Nord	5	5.0%	96	95.0%	101
Estrie	12	5.5%	208	94.5%	220
Laurentides-Lanaudière	4	0.3%	1 397	99.7%	1 401
Mauricie-Centre-du-Québec	50	9.0%	507	91.0%	557
Montréal	27	1.7%	1 520	98.3%	1 547
Outaouais	5	2.6%	189	97.4%	194
Québec	1	0.2%	575	99.8%	576
Rive-Sud	8	1.4%	550	98.6%	558
Saguenay-Lac St-Jean	19	12.8%	129	87.2%	148
<b>Total</b>	<b>203</b>	<b>3.6%</b>	<b>5 401</b>	<b>96.4%</b>	<b>5 604</b>

**d) Coût moyen**

Le coût moyen d'un dossier en droit carcéral confié et payé aux avocats de la pratique privée pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2025 au 31 décembre 2025 est de 388 \$, excluant les frais d'admissibilité et les autres frais d'administration de ces dossiers.

Question **40**

Concernant les mandats pour les dossiers relatifs au droit criminel et pénal en 2025-2026 :

- a. Description détaillée de chacune des étapes du procès;
- b. Montants attribués et payés aux avocats de la pratique privés, pour chacune des corporations régionales;
- c. Nombre total de demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée;
- d. Nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus;
- e. Nombre de mandats émis à la pratique privée;
- f. Coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

- a) Les tarifs d'honoraires des avocats dans le cadre du régime d'aide juridique ont été négociés par le ministre de la Justice et le Barreau du Québec. Ils ont été publiés à la Gazette Officielle du Québec du 30 octobre 2024 aux pages 6464 et suivantes. Le tarif en matières criminelle et pénale prévoit, une rémunération forfaitaire pour l'ensemble des services incluant la comparution, la préparation de l'enquête préliminaire, la communication de la preuve, la préparation du procès et le procès (2 périodes) de même que les représentations sur sentence à laquelle s'ajoutent des honoraires fixes pour les demi-journées d'enquête préliminaire, s'il y a lieu, et pour les demi-journées additionnelles de procès.

Pour les poursuites par voie de déclaration sommaire de culpabilité, un tarif est prévu pour l'ensemble des services auquel s'ajoutent des honoraires fixes pour les demi-journées additionnelles de procès. L'ensemble des services comprend la comparution, la préparation du procès, le procès et les représentations sur sentence. Un honoraire additionnel est prévu pour la tenue de l'enquête sur mise en liberté. Un honoraire additionnel est également prévu pour l'ordonnance de mise en liberté avec conditions émise sans enquête et pour toutes modifications des conditions faites de consentement.

Quant aux actes criminels relevant de la juridiction exclusive de la Cour Supérieure, les montants sont toujours attribués et payés pour chaque étape et/ou procédure telles que décrites aux articles 28 à 36 du tarif.

Le tarif d'aide juridique comporte principalement deux modes de rémunération, soit un tarif forfaitaire en matière criminelle et notariale et par étape en matière civile.

- b) **Répartition des montants payés aux avocats de la pratique privée concernant les mandats en droit criminel et pénal (excluant le droit carcéral et dossiers jeunes contrevenants) par région**

**Du 1<sup>er</sup> avril 2025 au 31 décembre 2025 - Volet contributif et volet gratuit**

Régions	Montants payés	%
Abitibi-Témiscamingue*	3 669 671	11.8%
Bas St-Laurent-Gaspésie	530 841	1.7%
Côte-Nord	541 659	1.7%
Estrie	1 499 896	4.8%
Laurentides-Lanaudière	3 014 726	9.7%
Mauricie-Centre-du-Québec	1 684 566	5.4%
Montréal	10 897 823	34.9%
Outaouais	1 350 078	4.3%
Québec	3 117 909	10.0%
Rive-Sud	3 578 240	11.5%
Saguenay-Lac St-Jean	1 326 976	4.3%
<b>Total des honoraires et des déboursés</b>	<b>31 212 385 \$</b>	<b>100.0%</b>

\* Incluant la cour itinérante.

Question **40**

Suite

**c) Demandes en droit criminel et pénal (excluant le droit carcéral et dossiers jeunes contrevenants)**

**Poursuites par voie de déclaration sommaire**

**Du 1<sup>er</sup> avril 2025 au 31 décembre 2025 - Volet contributif et volet gratuit**

Total des demandes c)	Pratique privée		Salariés		Coût moyen pratique privée (1) f)
	acceptées e)	attestations conditionnelles	acceptées	attestations conditionnelles	
41 376	18 791	48	14 731	1 087	677 \$

**Demandes en droit criminel et pénal (excluant le droit carcéral et dossiers jeunes contrevenants)**

**Infractions poursuivies par acte d'accusation**

**Du 1er avril 2025 au 31 décembre 2025 - Volet contributif et volet gratuit**

Total des demandes c)	Pratique privée		Salariés		Coût moyen pratique privée (1) f)
	acceptées e)	attestations conditionnelles	acceptées	attestations conditionnelles	
23 025	13 221	26	6 527	557	2 024 \$

(1) Coût moyen d'un dossier en droit criminel et pénal confié et payé aux avocats de la pratique privée pour la période du 1er avril 2025 au 31 décembre 2025, excluant les frais d'admissibilité et les autres frais d'administration de ces dossiers.

**d) Répartition des motifs de refus en droit criminel et pénal (excluant le droit carcéral)**

**Du 1er avril 2025 au 31 décembre 2025 - Volet contributif et volet gratuit**

Voir l'annexe intitulée "Motif de refus" ci-jointe.

Question **41**

Concernant les mandats pour les dossiers relatifs au droit administratif en 2025-2026 :

- a. Nombre total de demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée;
- b. Nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus;
- c. Nombre de mandats émis à la pratique privée;
- d. Coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

- a) **Demands relatives au droit civil et administratif (excluant l'immigration)  
Du 1<sup>er</sup> avril 2025 au 31 décembre 2025 - Volet contributif et volet gratuit**

Nature	Total des demandes a)	Acceptées		Coût moyen pratique privée (1) d)
		pratique privée c)	salariés	
Droit civil et administratif	28 023	6 028	14 598	685 \$

(1) Coût moyen d'un dossier en droit civil et administratif confié et payé aux avocats de pratique privée pour la période du 1er avril 2025 au 31 décembre 2025, excluant les frais d'admissibilité et les autres frais d'administration de ces dossiers.

- b) **Répartition des motifs de refus  
Pour les demandes relatives au droit civil et administratif (excluant l'immigration)  
Du 1er avril 2025 au 31 décembre 2025 - Volet contributif et volet gratuit**

Voir l'annexe intitulée "Motif de refus" ci-jointe.

Question **42**

Concernant les mandats pour les dossiers relatifs au droit civil dont, notamment, les changements de nom, les successions, les services notariaux et la fixation de loyer par la régie du logement en 2025-2026 :

- a. Nombre total de demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée;
- b. Nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus;
- c. Nombre de mandats émis à la pratique privée;
- d. Coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

a) **Demandes relatives au droit civil**

Du 1<sup>er</sup> avril 2025 au 31 décembre 2025 - Volet contributif et volet gratuit

Nature	Total des demandes a)	Acceptées		Coût moyen pratique privée (1) d)
		pratique privée c)	salariés	
Changement de nom	62	14	28	196 \$
Succession (2)	956	170	404	335 \$
Services notariaux (3)	330	245	2	391 \$
Logement	6 736	1 640	3 173	729 \$

(1) Coût moyen d'un dossier en droit civil confié et payé aux avocats de la pratique privée pour la période du 1er avril 2025 au 31 décembre 2025, excluant les frais d'admissibilité et les autres frais d'administration de ces dossiers.

(2) Incluant les dossiers relatifs au testament.

(3) Incluant les dossiers de successions assumés par les notaires.

Question **43**

Concernant les mandats pour les dossiers relatifs au droit matrimonial et familial en 2025-2026 :

- a. Nombre total de demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée;
- b. Nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus;
- c. Nombre de mandats émis à la pratique privée;
- d. Coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

- a) **Dossiers relatifs au droit matrimonial et familial**  
**Du 1<sup>er</sup> avril 2025 au 31 décembre 2025 - Volet contributif et volet gratuit**

Nature	Total des demandes a)	Acceptées		Coût moyen pratique privée (1) d)
		pratique privée c)	salariés	
Droit matrimonial et familial (2)	56 803	25 149	24 337	1 239 \$

(1) Coût moyen d'un dossier en droit matrimonial et familial confié et payé aux avocats de la pratique privée pour la période du 1er avril 2025 au 31 décembre 2025, excluant les frais d'admissibilité et les autres frais d'administration de ces dossiers.

(2) Incluant la protection de la jeunesse.

- b) **Répartition des motifs de refus pour les dossiers relatifs au droit matrimonial et familial**  
**Du 1er avril 2025 au 31 décembre 2025 - Volet contributif et volet gratuit**

Voir l'annexe intitulée "Motif de refus" ci-jointe.

Question **44**

Coût total des frais judiciaires payés par le réseau d'aide juridique pour les bénéficiaires desservis par des avocats salariés ou par des avocats de pratique privée, par catégorie de frais en 2025-2026.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Répartition des frais judiciaires (1) encourus par les avocats salariés, par catégorie de frais, par région  
Du 1<sup>er</sup> avril 2025 au 31 janvier 2026 - Volet contributif et volet gratuit

Régions	Civil	%	Criminel	%	Total
Abitibi-Témiscamingue	35 837	64.2%	20 018	35.8%	55 855
Bas St-Laurent-Gaspésie	65 939	73.3%	24 076	26.7%	90 015
Côte-Nord	33 541	91.6%	3 080	8.4%	36 621
Estrie	122 558	86.8%	18 619	13.2%	141 177
Laurentides-Lanaudière	178 807	93.9%	11 588	6.1%	190 395
Mauricie-Centre-du-Québec	117 061	90.4%	12 432	9.6%	129 493
Montréal	778 174	96.1%	31 493	3.9%	809 667
Outaouais	139 243	95.8%	6 050	4.2%	145 293
Québec	104 647	57.1%	78 564	42.9%	183 211
Rive-Sud	209 048	90.6%	21 712	9.4%	230 760
Saguenay-Lac St-Jean	41 196	86.8%	6 279	13.2%	47 475
<b>Total</b>	<b>1 826 051</b>	<b>88.6%</b>	<b>233 911</b>	<b>11.4%</b>	<b>2 059 962</b>

Répartition des frais judiciaires (1) encourus par les avocats de la pratique privée, par catégorie de frais, par région  
Du 1<sup>er</sup> avril 2025 au 31 janvier 2026 - Volet contributif et volet gratuit

Régions	Civil	%	Criminel	%	Total
Abitibi-Témiscamingue	27 970	17.5%	131 781	82.5%	159 751
Bas St-Laurent-Gaspésie	16 978	28.2%	43 123	71.8%	60 101
Côte-Nord	10 010	14.5%	58 820	85.5%	68 830
Estrie	43 954	41.4%	62 231	58.6%	106 185
Laurentides-Lanaudière	216 381	47.6%	237 862	52.4%	454 243
Mauricie-Centre-du-Québec	58 673	52.3%	53 601	47.7%	112 274
Montréal	913 939	55.5%	733 196	44.5%	1 647 135
Outaouais	20 030	18.4%	89 005	81.6%	109 035
Québec	77 201	26.4%	215 172	73.6%	292 373
Rive-Sud	213 746	58.0%	154 593	42.0%	368 339
Saguenay-Lac St-Jean	10 533	75.8%	3 361	24.2%	13 894
<b>Total</b>	<b>1 609 415</b>	<b>47.4%</b>	<b>1 782 745</b>	<b>52.6%</b>	<b>3 392 160</b>

(1) Incluant les frais d'expertise, excluant le coût pour photocopies et les frais de déplacements.

Question **45**

Coût total des frais d'expertise du réseau d'aide juridique, en faisant la distinction entre les avocats salariés et les avocats de pratique privée, pour chacune des régions, en faisant la distinction selon le type d'expertise.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Répartition des frais d'expertise encourus par  
les avocats salariés, par catégorie de frais, par région  
Du 1<sup>er</sup> avril 2025 au 31 janvier 2026 - Volet contributif et volet gratuit

Régions	Civil	%	Criminel	%	Total
Abitibi-Témiscamingue	6 954	62.3%	4 200	37.7%	11 154
Bas St-Laurent-Gaspésie	15 348	61.0%	9 800	39.0%	25 148
Côte-Nord	16 471	100.0%	0	0.0%	16 471
Estrie	38 610	77.7%	11 050	22.3%	49 660
Laurentides-Lanaudière	74 536	89.4%	8 880	10.6%	83 416
Mauricie-Centre-du-Québec	110 486	92.0%	9 651	8.0%	120 137
Montréal	124 872	91.1%	12 156	8.9%	137 028
Outaouais	5 617	75.7%	1 800	24.3%	7 417
Québec	24 960	27.3%	66 536	72.7%	91 496
Rive-Sud	38 727	69.4%	17 097	30.6%	55 824
Saguenay-Lac St-Jean	8 593	61.0%	5 500	39.0%	14 093
<b>Total</b>	<b>465 174</b>	<b>76.0%</b>	<b>146 670</b>	<b>24.0%</b>	<b>611 844</b>

Répartition des frais d'expertise encourus par  
les avocats de la pratique privée, par catégorie de frais, par région  
Du 1<sup>er</sup> avril 2025 au 31 janvier 2026 - Volet contributif et volet gratuit

Régions	Civil	%	Criminel	%	Total
Abitibi-Témiscamingue	850	2.8%	29 816	97.2%	30 666
Bas St-Laurent-Gaspésie	625	13.8%	3 889	86.2%	4 514
Côte-Nord	3 150	5.6%	52 972	94.4%	56 122
Estrie	4 307	8.2%	48 104	91.8%	52 411
Laurentides-Lanaudière	88 357	77.7%	25 295	22.3%	113 652
Mauricie-Centre-du-Québec	8 688	21.6%	31 540	78.4%	40 228
Montréal	192 083	37.1%	325 968	62.9%	518 051
Outaouais	4 107	27.9%	10 600	72.1%	14 707
Québec	26 875	22.0%	95 298	78.0%	122 173
Rive-Sud	82 993	55.9%	65 600	44.1%	148 593
Saguenay-Lac St-Jean	2 000	40.0%	3 000	60.0%	5 000
<b>Total</b>	<b>414 035</b>	<b>37.4%</b>	<b>692 082</b>	<b>62.6%</b>	<b>1 106 117</b>

<p>Question <b>46</b></p>	<p>Prévisions et scénarios de financement du réseau d'aide juridique pour l'année 2025-2026.</p>
---------------------------	--

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

	Résultats probables 2025-2026 (k\$)
Transferts provenant du ministère de la Justice	217 207,7 K\$
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	1 900,0 K\$
Revenus autonomes estimés	5 000,0 K\$
<b>Total</b>	<b>224 107,7 K\$</b>

Question **47**

Ventilation détaillée de l'effectif, au 31 janvier 2026, pour la commission et pour chacun des bureaux régionaux.

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

Ventilation détaillée des effectifs pour la Commission ainsi que pour chacun des bureaux au 31 janvier 2026

RÉGIONS	Avocats	Autre personnel	Stagiaires	Total
<b>ABITIBI - TÉMISCAMINGUE</b>				
Administration & Amos	3,0	7,6		10,6
Rouyn-Noranda	3,0	3,0		6,0
Ville-Marie	1,0	1,0		2,0
Val d'Or	7,0	6,0	1,0	14,0
La Sarre	1,0	1,0		2,0
Nord	6,0	4,6		10,6
Kuujuuaq	2,0	2,0		4,0
Chibougamau	1,0	1,0		2,0
Paix des Braves	1,0	1,0		2,0
Enquête sur mise en liberté	1,0	1,0		2,0
	<b>26,0</b>	<b>28,2</b>	<b>1,0</b>	<b>55,2</b>
<b>BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE</b>				
Rimouski	7,0	9,5	1,0	17,5
New Richmond	2,0	2,9		4,9
Rivière-du-Loup	3,0	5,0	1,0	9,0
Gaspé	1,0	2,0		3,0
Iles-de-la-Madeleine	1,0	1,0		2,0
Matane	2,0	2,0		4,0
Chandler	2,0	2,0		4,0
Amqui	1,0	1,5		2,5
Ste-Anne-des-Monts	1,0	2,0		3,0
Cabano	1,0	1,6		2,6
	<b>21,0</b>	<b>29,5</b>	<b>2,0</b>	<b>52,5</b>
<b>CÔTE-NORD</b>				
Sept-Iles	5,0	8,0		13,0
Baie-Comeau	5,0	5,0	0,5	10,5
Forestville	1,0	1,0		2,0
	<b>11,0</b>	<b>14,0</b>	<b>0,5</b>	<b>25,5</b>
<b>ESTRIE</b>				
Sherbrooke (administration et civil)	9,0	16,0	0,5	25,5
Coaticook	1,0	1,0		2,0
Thetford Mines	3,0	4,0		7,0
Val-des-Sources	2,0	2,0		4,0
Lac Megantic	2,0	2,0		4,0
Magog	2,0	2,0		4,0
Sherbrooke (jeunesse et criminel)	9,5	9,0		18,5
	<b>28,5</b>	<b>36,0</b>	<b>0,5</b>	<b>65,0</b>

Question **47**

Suite

**LAURENTIDES-LANAUDIÈRE**

St-Jérôme	16,0	18,1	1,5	35,6
Joliette	12,0	11,8	1,0	24,8
Mont-Laurier	2,0	2,7		4,7
Ste-Thérèse	3,0	4,5	0,5	8,0
Repentigny	2,0	3,9		5,9
Ste-Agathe	2,0	1,6		3,6
Lachute	1,0	1,6		2,6
St-Eustache	1,0	1,8		2,8
Terrebonne	2,0	1,6		3,6
Administration	2,0	5,0		7,0
	<b>43,0</b>	<b>52,6</b>	<b>3,0</b>	<b>98,6</b>

**MAURICIE-CENTRE-DU-QC**

Trois-Rivières	11,0	12,5	0,5	24,0
Shawinigan	6,0	6,5	0,5	13,0
La Tuque	1,0	1,0		2,0
Drummondville	6,0	7,0	0,5	13,5
Victoriaville	4,5	5,5		10,0
Administration	1,0	6,0		7,0
	<b>29,5</b>	<b>38,5</b>	<b>1,5</b>	<b>69,5</b>

**MONTREAL**

Laval	16,0	16,0	0,5	32,5
Centre Sud	7,0	9,0	0,5	16,5
Div. Jeunesse	14,0	10,0	0,5	24,5
Division criminelle	25,0	31,0	2,0	58,0
Maisonnette-Mercier	8,0	10,0	0,5	18,5
Montréal-Nord	7,0	9,0	0,5	16,5
Côte-des-Neiges	6,0	8,0	0,5	14,5
Crémazie	7,0	9,0	0,5	16,5
Sud-Ouest	7,0	9,0	0,5	16,5
Administration	3,0	23,5		26,5
Immigration	8,5	7,0		15,5
Pointe-St-Charles	3,0	5,0		8,0
Santé mentale	7,0	4,0		11,0
Service de garde	10,0			10,0
Service de garde - Visio	4,0	1,0		5,0
	<b>132,5</b>	<b>151,5</b>	<b>6,0</b>	<b>290,0</b>

**OUTAOUAIS**

Gatineau (Civil, famille, jeunesse)	11,0	14,0		25,0
Maniwaki	2,0	2,5		4,5
Campbell's Bay	1,0	1,0		2,0
Buckingham / St-André	2,0	2,5		4,5
Gatineau	5,0	6,5		11,5
Gatineau - Section criminelle	8,0	8,0	0,5	16,5
Aylmer	2,0	2,0		4,0
	<b>31,0</b>	<b>36,5</b>	<b>0,5</b>	<b>68,0</b>

**QUÉBEC**

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers

Étude des crédits 2026-2027

Question **47**

Suite

Charlesbourg	6,0	10,0		16,0
La Malbaie	1,0	1,1		2,1
Lévis	3,0	4,0		7,0
Montmagny	2,0	2,0		4,0
St-Georges-de-Beauce	3,0	4,0		7,0
St-Joseph-de-Beauce	2,0	2,0		4,0
Qc – Section jeunesse / médiation	10,0	7,0	1,0	17,0
Qc – Section criminelle	10,5	13,1	1,0	24,6
Centre-ville	5,0	7,0		12,0
Immigration	3,0	1,0		4,0
Administration	1,5	5,0		6,5
	<b>46,5</b>	<b>57,2</b>	<b>2,0</b>	<b>105,7</b>

**RIVE-SUD**

Longueuil - Administration	3,0	5,5		8,5
Longueuil – Affaires civiles	9,0	13,0	1,0	23,0
Châteauguay	2,0	3,0		5,0
St-Jean-sur-Richelieu	4,0	5,0		9,0
St-Hyacinthe	6,0	6,0		12,0
Sorel	3,0	4,0		7,0
Granby	5,0	5,0		10,0
Valleyfield	9,0	8,0		17,0
Cowansville	2,0	3,0		5,0
Longueuil – Criminel & Jeunesse	11,0	8,5		19,5
	<b>54,0</b>	<b>61,0</b>	<b>1,0</b>	<b>116,0</b>

**SAGUENAY-LAC-ST-JEAN**

Chicoutimi	6,0	8,0		14,0
Alma	3,0	4,0		7,0
Roberval	2,0	3,0		5,0
Dolbeau-Mistassini	1,0	2,0		3,0
La Baie	1,0	1,0		2,0
Jonquière	3,0	4,0		7,0
Administration	1,0	3,0		4,0
	<b>17,0</b>	<b>25,0</b>	<b>0,0</b>	<b>42,0</b>

**COMMISSION (incluant Rebâtir)**

**30,0      56,0      86,0**

**TOTAL DES EFFECTIFS**

**470,0      586,0      18,0      1074,0**

Question **48**

Bilan des seuils d'admissibilité à l'aide juridique en vigueur en 2025-2026.  
Indiquer le nombre de demandes reçues et acceptées par région.

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

**Volet contributif et volet gratuit**

Régions	Demandes reçues du 1er avril au 31 décembre 2025	Demandes acceptées du 1er avril au 31 décembre 2025
Abitibi-Témiscamingue	9 539	8 104
Bas St-Laurent-Gaspésie	5 736	4 478
Côte-Nord	3 698	2 821
Estrie	9 882	8 788
Laurentides-Lanaudière	21 482	17 300
Mauricie-Bois-Francs	12 882	10 729
Montréal	53 563	42 908
Outaouais	10 512	8 649
Québec	16 452	13 270
Rive-Sud	23 013	19 231
Saguenay-Lac St-Jean	6 366	5 988
<b>Total</b>	<b>173 125</b>	<b>142 266</b>

Question **49**

En 2025-2026, le nombre de demandeurs du programme d'aide juridique, jugés inadmissibles en raison de revenus trop élevés, liés à une pension alimentaire. Pour les demandeurs précédents, la valeur totale des pensions alimentaires et la somme que l'état a épargnée en les disqualifiant.

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

	1 <sup>er</sup> avril 2025 au 31 décembre 2025
Nombre total de demandes traitées à l'aide juridique	173 125
Nombre total de requérants refusés économiquement à l'aide juridique	7 175
Proportion des demandes traitées	4,14%
Nombre de requérants refusés économiquement <sup>1</sup> à l'aide juridique <u>et</u> ayant reçu une pension alimentaire <sup>2</sup>	220
Proportion des demandes traitées	0,13%
Montant total des pensions alimentaires reçues par ces requérants	1 681 152 \$
Nombre de requérants refusés économiquement à l'aide juridique <u>et</u> dont le montant de la pension alimentaire <u>dépasse</u> à elle seule le barème <u>gratuit</u> <sup>3</sup>	5
Proportion des demandes traitées	0,003%
Montant total des pensions alimentaires reçues par ces requérants	235 516 \$
<b>le coût moyen d'un dossier<sup>4</sup></b>	<b>1 074 \$</b>
<b>Les sommes épargnées estimées</b>	<b>5 370 \$</b>

<sup>1</sup> Un requérant peut être refusé économiquement tant par ses revenus, ses biens et/ou ses liquidités.

<sup>2</sup> Toute forme de pension alimentaire. Nous ne pouvons distinguer celles se rapportant uniquement aux enfants.

<sup>3</sup> Dont certains ont pu être admis moyennant le paiement d'une contribution.

<sup>4</sup> Il s'agit du coût moyen d'un dossier (toutes matières confondues) confié et payé aux avocats de la pratique privée, excluant les frais d'admissibilité et les autres frais d'administration.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers

Étude des crédits 2026-2027

Question **50**

Liste des mandats accordés en 2025-2026 à des avocats de la pratique privée, à des professeurs de droit ou à des juges par le ministère de la justice et par tous les autres ministères et organismes du gouvernement. Préciser :

- a. Le nom et l'adresse du professionnel;
- b. La description du mandat; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une prolongation;
- c. Le coût horaire et le coût total du mandat jusqu'à maintenant; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une dérogation quant au taux horaire applicable;
- d. Les prévisions des coûts pour 2026-2027 et pour l'ensemble du mandat confié;
- e. Le nom de l'étude, du cabinet ou de la société du professionnel, le cas échéant;
- f. Une comparaison du coût total de ces mandats avec les cinq dernières années financières précédentes, pour chaque ministère et organisme.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers

Étude des crédits 2026-2027

Question **50**

Suite

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Mandataires	Taux	Mois	Objet	Montant des honoraires
Gowling WLG (Canada) S.E.N.C.R.L., s.r.l.	325 \$	Mai 2025	Relations de travail.	98 \$
Gowling WLG (Canada) S.E.N.C.R.L., s.r.l.	225 \$	Juin 2025	Relations de travail.	2 610 \$
Gowling WLG (Canada) S.E.N.C.R.L., s.r.l.	325 \$	Juin 2025	Relations de travail.	813 \$
Gowling WLG (Canada) S.E.N.C.R.L., s.r.l.	275 \$	Juin 2025	Relations de travail.	220 \$
Gowling WLG (Canada) S.E.N.C.R.L., s.r.l.	325 \$	Juin 2025	Relations de travail.	553 \$
Gowling WLG (Canada) S.E.N.C.R.L., s.r.l.	325 \$	Juillet 2025	Relations de travail.	163 \$
Gowling WLG (Canada) S.E.N.C.R.L., s.r.l.	167 \$	Juillet 2025	Relations de travail.	1 800 \$
Gowling WLG (Canada) S.E.N.C.R.L., s.r.l.	252 \$	Juillet 2025	Relations de travail.	1 033 \$
Gowling WLG (Canada) S.E.N.C.R.L., s.r.l.	325 \$	Juillet 2025	Relations de travail.	553 \$
Gowling WLG (Canada) S.E.N.C.R.L., s.r.l.	239 \$	Août 2025	Relations de travail.	335 \$
Gowling WLG (Canada) S.E.N.C.R.L., s.r.l.	225 \$	Août 2025	Relations de travail.	585 \$
Gowling WLG (Canada) S.E.N.C.R.L., s.r.l.	225 \$	Août 2025	Relations de travail.	113 \$
Gowling WLG (Canada) S.E.N.C.R.L., s.r.l.	325 \$	Août 2025	Relations de travail.	130 \$

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers

Étude des crédits 2026-2027

Question **50**

Suite

Mandataires	Taux	Mois	Objet	Montant des honoraires
Gowling WLG (Canada) S.E.N.C.R.L., s.r.l.	225 \$	Octobre 2025	Relations de travail.	90 \$
Gowling WLG (Canada) S.E.N.C.R.L., s.r.l.	225 \$	Novembre 2025	Relations de travail.	495 \$
Gowling WLG (Canada) S.E.N.C.R.L., s.r.l.	225 \$	Décembre 2025	Relations de travail.	158 \$
Gowling WLG (Canada) S.E.N.C.R.L., s.r.l.	325 \$	Décembre 2025	Relations de travail.	358 \$
Gravel Bernier Vaillancourt (GBV Avocats)	270 \$	Avril 2025	Arbitrages de comptes pour la pratique privée.	878 \$
Gravel Bernier Vaillancourt (GBV Avocats)	270 \$	Mai 2025	Arbitrages de comptes pour la pratique privée.	3 983 \$
Gravel Bernier Vaillancourt (GBV Avocats)	270 \$	Juin 2025	Arbitrages de comptes pour la pratique privée.	5 942 \$
Gravel Bernier Vaillancourt (GBV Avocats)	270 \$	Août 2025	Arbitrages de comptes pour la pratique privée.	3 443 \$
Gravel Bernier Vaillancourt (GBV Avocats)	270 \$	Août 2025	Arbitrages de comptes pour la pratique privée.	2 754 \$
Gravel Bernier Vaillancourt (GBV Avocats)	270 \$	Août 2025	Arbitrages de comptes pour la pratique privée.	1 553 \$
Gravel Bernier Vaillancourt (GBV Avocats)	270 \$	Septembre 2025	Arbitrages de comptes pour la pratique privée.	6 210 \$
Gravel Bernier Vaillancourt (GBV Avocats)	270 \$	Novembre 2025	Arbitrages de comptes pour la pratique privée.	405 \$
Gravel Bernier Vaillancourt (GBV Avocats)	270 \$	Janvier 2026	Arbitrages de comptes pour la pratique privée.	270 \$
<b>Total des honoraires</b>				<b>35 545 \$</b>

Question **70**

Évolution par mois des effectifs dans le nord (notamment juges, travailleurs parajudiciaires, interprètes et procureurs) et démarches pour les augmenter.

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

Pour 2025-2026, 22 employés étaient affectés en tout ou en partie dans le Nord incluant les services en matière criminelle et protection de la jeunesse.

Baie D'Ungava : 4 avocats, 4 personnels de soutien

Baie d'Hudson : 4 ½ avocats, 4 personnels de soutien

Baie James : 1 ½ avocat, 1 personnel de soutien

Côte intérieure cris : ½ avocat ½ personnel de soutien

Service d'enquête sur mise en liberté au Nunavik : 1 avocat, 1 personnel de soutien

Cette région est desservie par la cour itinérante du Québec.



**Aide juridique  
du Québec**

Commission des services juridiques

# Étude des crédits 2026-2027

---

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2E GROUPE

# DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2<sup>e</sup> GROUPE D'OPPOSITION ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
	Questions non répondues	1
06	<p>Liste des concours de recrutement qui se sont tenus incluant, pour chacun de ces concours :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> le nombre de postes à combler;</li> <li><input type="checkbox"/> le nombre de postulants;</li> <li><input type="checkbox"/> la date;</li> <li><input type="checkbox"/> la nature (concours réservé ou non);</li> <li><input type="checkbox"/> le taux de réussite;</li> <li><input type="checkbox"/> la répartition par région administrative;</li> <li><input type="checkbox"/> la date de la publication des résultats.</li> </ul>	2
16	<p>Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer, l'âge de ces créances (ventilé par années) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour la prochaine année.</p>	3
39	<p>Sommes dépensées dans le cadre de Rebâtir la confiance. Détailler par investissements et par projets.</p>	4

# demande initiale deuxième groupe d'opposition	Questions 2026-2027 non répondues	Motifs
DP2.24	a. Nombre total des demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée; b. Nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus; c. Nombre de mandats émis à la pratique privée; d. Coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 38 de l'opposition officielle
DP2.25	Nombre de mandats d'aide juridique, ventilé par région, émis en présence de circonstances exceptionnelles et en raison que le fait de ne pas la déclarer financièrement admissible entraînerait pour cette personne un tort irréparable, sur décision du comité administratif de la Commission des services juridiques (application des articles 4.3 et 4.13 de la Loi sur l'aide juridique et sur la prestation de certains autres services juridiques).	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 36 a) et b) de l'opposition officielle
DP2.26	Nombre de mandats d'aide juridique, ventilé par région, accordée en matière autre que criminelle ou pénale, lorsque la personne à qui l'aide juridique serait accordée subit ou subira vraisemblablement une atteinte grave à sa liberté, notamment une mesure de garde ou de détention (application de l'article 4.7, par. 8 de la Loi sur l'aide juridique et sur la prestation de certains autres services juridiques).	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 36 d) de l'opposition officielle
DP2.27	Nombre de mandats d'aide juridique, ventilé par région, accordée en matière autre que criminelle ou pénale, lorsqu'il s'agit de toute autre affaire, si cette affaire met en cause ou mettra vraisemblablement en cause soit la sécurité physique ou psychologique d'une personne, soit ses moyens de subsistance, soit ses besoins essentiels et ceux de sa famille (application de l'article 4.7, par. 9 de la Loi sur l'aide juridique et sur la prestation de certains autres services juridiques).	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 36 c) de l'opposition officielle
DP2.28	Nombre de mandats d'aide juridique refusés ou retirés en vertu de l'article 4.11 de la loi sur l'aide Juridique et sur la prestation de certains autres services juridiques.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 36 e) de l'opposition officielle
DP2.29	Coût total des frais judiciaires payés par le réseau d'aide juridique pour les bénéficiaires desservis par des avocats salariés ou par des avocats de la pratique privée, par catégories de frais.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 44 de l'opposition officielle
DP2.30	Ventilation détaillée de l'effectif, au 31 mars 2025, pour la commission et pour chacun des bureaux régionaux.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 47 de l'opposition officielle

Question **06**

Liste des concours de recrutement qui se sont tenus incluant, pour chacun de ces concours :

- le nombre de postes à combler;
- le nombre de postulants;
- la date;
- la nature (concours réservé ou non);
- le taux de réussite;
- la répartition par région administrative;
- la date de la publication des résultats.

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

Aucun, non applicable.

Question **16**

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer, l'âge de ces créances (ventilé par années) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour la prochaine année.

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

<b>1. Créances à recevoir:</b>	<b><u>31 janvier 2026</u></b>
Volet contributif	502 405 \$
Recouvrement des coûts	<u>1 002 266 \$</u>
Total	<u><u>1 504 671 \$</u></u>

**2. Procédure de recouvrement:**

Réclamations écrites, relances téléphoniques, deuxième envoi écrit (mise en demeure).

Question **39**

Sommes dépensées dans le cadre de Rebâtir la confiance. Détailler par investissements et par projets.

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

Total des dépenses et investissements Rebâtir (Chapitre III) : 2 940 080 \$

Estimation au 31 janvier 2026.



**Aide juridique  
du Québec**

Commission des services juridiques

# Étude des crédits 2026-2027

---

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 3E GROUPE

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU 3<sup>e</sup> GROUPE D'OPPOSITION  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027**

<b>DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS</b>		<b>PAGES</b>
	Questions non répondues	1
28	Budget prévu pour la révision des tarifs versés aux avocats en pratique privée qui réalisent des mandats d'aide juridique.	3
29	Statistiques afférentes aux dossiers et aux clientèles de l'aide juridique (nb total de dossiers pour 2025-2026, projections 2026-2027 (si elles existent), répartition de la clientèle (pleinement admissible à l'aide juridique vs. clientèle à contribution, répartition ethnographique, par domaine de droit).	4

# demande initiale troisième groupe d'opposition	Questions 2026-2027 non répondues	Motifs
DP3.1	Indiquer la somme dépensée en 2025-2026 (prévisions pour 2026-2027) par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 1 de l'opposition officielle
DP3.2	<p>Pour chacun des organismes, agences ou autres instances relevant du ministère pour l'année 2025-2026, indiquer :</p> <p>a. La liste des employés ou des membres du conseil d'administration;</p> <p>b. La liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, inclure leur rémunération;</p> <p>c. La liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, inclure leur rémunération et leur cv;</p> <p>d. Leur frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.</p>	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 2 de l'opposition officielle
DP3.5	Copie du plan directeur informatique triennal; indiquer les réalisations faites dans les trois dernières années et les prévisions pour 2026-2027. Indiquer également les sommes avancées au ministère de la Justice par le Fonds de suppléance du Conseil du trésor pour le développement des services de certification, et ce, pour assurer la sécurité des échanges électroniques impliquant le gouvernement, ses ministères et ses organismes.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 6 de l'opposition officielle
DP3.7	<p>Liste de tous les comités interministériels, comités conjoints, comités-conseils, comités consultatifs, actifs en 2025-2026, dont a fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres instances avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires.</p> <p>Pour chaque comité, fournir une copie de tout document produit, et préciser:</p> <p>a) le mandat;</p> <p>b) les membres;</p> <p>c) le budget;</p> <p>d) le nombre de rencontres effectuées en 2025-2026;</p> <p>e) les résultats obtenus en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027.</p>	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 9 de l'opposition officielle
DP3.27	Nombre de mandats accordés et refusés par l'aide juridique en 2025-2026, de même que la répartition de ceux-ci entre les avocats et notaires de la pratique privée et les avocats et notaires permanents de l'aide juridique. Montant de la rémunération attribuée par tarif forfaitaire en matière criminelle et notariale et, par étape, en matière civile, en faisant la distinction entre les avocats et les notaires de la pratique privée et les avocats et les notaires permanents de l'aide juridique.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 32 de l'opposition officielle
DP3.30	État de situation du réseau de l'aide juridique au 31 mars 2026.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 35 de l'opposition officielle
DP3.31	Pour 2025-2026, indiquer le nombre de mandats émis en vertu de l'article 4.3 du règlement sur l'admissibilité juridique.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 36 a) de l'opposition officielle
DP3.32	<p>Pour 2025-2026, fournir :</p> <p>A.Nombre de mandats émis en vertu de l'article 4.13 de la loi sur l'aide juridique ;</p> <p>B.Nombre de mandats émis en vertu du paragraphe 9 de l'article 4.7 de la Loi sur l'aide juridique;</p> <p>C.Nombre de mandats émis en vertu du paragraphe 8 de l'article 4.7 de la Loi sur l'aide juridique;</p> <p>D.Nombre de mandats refusés ou retirés en vertu de l'article 4.11 de la Loi sur l'aide juridique.</p>	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 36 b), c), d), e) de l'opposition officielle
DP3.33	Coût total des frais judiciaires payés par le réseau d'aide juridique pour les bénéficiaires desservis par des avocats salariés ou par des avocats de pratique privée, par catégorie de frais, et ce, pour 2025-2026.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 44 de l'opposition officielle
DP3.34	Coût total des frais d'expertise du réseau d'aide juridique, en faisant la distinction entre les avocats salariés et les avocats de pratique privée, pour chacune des régions, pour la dernière année financière, en faisant la distinction selon le type d'expertise.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 45 de l'opposition officielle
DP3.35	Prévisions et scénarios de financement du réseau d'aide juridique pour l'année 2026-2027.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 46 de l'opposition officielle
DP3.36	Ventilation détaillée de l'effectif, au 31 janvier 2026, pour la commission et pour chacun des bureaux régionaux.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 47 de l'opposition officielle
DP3.37	Bilan de la hausse des seuils d'admissibilité à l'aide juridique en vigueur depuis le 1er janvier 2014. Fournir les prévisions pour 2026-2027.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 48 de l'opposition officielle

# demande initiale troisième groupe d'opposition	Questions 2026-2027 non répondues	Motifs
DP3.39	<p>Liste des mandats accordés en 2025-2026 à des avocats de la pratique privée, à des professeurs de droit ou à des juges par le ministère de la justice et par tous les autres ministères et organismes du gouvernement. Préciser :</p> <p>a. Le nom et l'adresse du professionnel;</p> <p>b. La description du mandat; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une prolongation;</p> <p>c. Le coût horaire et le coût total du mandat jusqu'à maintenant; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une dérogation quant au taux horaire applicable;</p> <p>d. Les prévisions des coûts pour 2026-2027 et pour l'ensemble du mandat confié;</p> <p>e. Le nom de l'étude, du cabinet ou de la société du professionnel, le cas échéant;</p> <p>f. Une comparaison du coût total de ces mandats avec les cinq dernières années financières précédentes, pour chaque ministère et organisme.</p>	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 50 de l'opposition officielle

Question **28**

Budget prévu pour la révision des tarifs versés aux avocats en pratique privée qui réalisent des mandats d'aide juridique;

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

L'impact financier du nouveau tarif de la pratique privée applicable aux mandats émis à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2023 est évalué à 10,4 M\$ pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2025 au 31 janvier 2026 ou 12,4 M\$ sur une base annualisée pour 2025-2026.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers

Étude des crédits 2026-2027

Question **29**

Statistiques afférentes aux dossiers et aux clientèles de l'aide juridique (nb total de dossiers pour 2025-2026, projections 2026-2027 (si elles existent), répartition de la clientèle (pleinement admissible à l'aide juridique vs. clientèle à contribution, répartition ethnographique, par domaine de droit).

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

a) Total des demandes par matière

Du 1<sup>er</sup> avril 2025 au 31 décembre 2025 - volet contributif

Matières	Total	Acceptées	%	Refusées	%	Non-Statuées	%
Civil et administratif	2 574	1 203	46.7%	1 291	50.2%	80	3.1%
Familial	3 508	2 441	69.6%	918	26.2%	149	4.2%
Protection de la jeunesse	1 416	1 101	77.8%	250	17.7%	65	4.6%
Immigration	221	117	52.9%	95	43.0%	9	4.1%
Homologation	61	51	83.6%	6	9.8%	4	6.6%
SARPA	0	0	0.0%	0	0.0%	0	0.0%
<b>Sous-total Civil</b>	<b>7 780</b>	<b>4 913</b>	<b>63.1%</b>	<b>2 560</b>	<b>32.9%</b>	<b>307</b>	<b>3.9%</b>
Carcéral	124	77	62.1%	39	31.5%	8	6.5%
Criminel	876	526	60.0%	235	26.8%	115	13.1%
Criminel/Jeunesse	25	18	72.0%	6	24.0%	1	4.0%
Criminel/Sommaire	2 231	1 458	65.4%	581	26.0%	192	8.6%
Criminel/Chapitre III	2	0	0.0%	2	0.0%	0	0.0%
<b>Sous-total Criminel</b>	<b>3 258</b>	<b>2 079</b>	<b>63.8%</b>	<b>863</b>	<b>26.5%</b>	<b>316</b>	<b>9.7%</b>
Notarial	30	13	43.3%	15	50.0%	2	6.7%
<b>Total</b>	<b>11 068</b>	<b>7 005</b>	<b>63.3%</b>	<b>3 438</b>	<b>31.1%</b>	<b>625</b>	<b>5.6%</b>

b) Total des demandes par matière

Du 1<sup>er</sup> avril 2025 au 31 décembre 2025 - volet gratuit

Matières	Total	Acceptées	%	Refusées	%	Non-Statuées	%
Civil et administratif	25 449	19 423	76.3%	5 651	22.2%	375	1.5%
Familial	17 178	12 603	73.4%	4 148	24.1%	427	2.5%
Protection de la jeunesse	34 701	33 341	96.1%	922	2.7%	438	1.3%
Immigration	4 599	4 240	92.2%	315	6.8%	44	1.0%
Homologation	1 508	1 338	88.7%	123	8.2%	47	3.1%
SARPA	1	1	100.0%	0	0.0%	0	0.0%
<b>Sous-total Civil</b>	<b>83 436</b>	<b>70 946</b>	<b>85.0%</b>	<b>11 159</b>	<b>13.4%</b>	<b>1 331</b>	<b>1.6%</b>
Carcéral	6 054	5 527	91.3%	365	6.0%	162	2.7%
Criminel	22 149	19 222	86.8%	1 885	8.5%	1 042	4.7%
Criminel/Jeunesse	7 236	6 999	96.7%	120	1.7%	117	1.6%
Criminel/Sommaire	39 115	32 064	82.0%	5 146	13.2%	1 905	4.9%
Criminel/Chapitre III	271	269	99.3%	2	0.7%	0	0.0%
<b>Sous-total Criminel</b>	<b>74 825</b>	<b>64 081</b>	<b>85.6%</b>	<b>7 518</b>	<b>10.0%</b>	<b>3 226</b>	<b>4.3%</b>
Notarial	300	234	78.0%	60	20.0%	6	2.0%
<b>Total</b>	<b>158 561</b>	<b>135 261</b>	<b>85.3%</b>	<b>18 737</b>	<b>11.8%</b>	<b>4 563</b>	<b>2.9%</b>